

RAF 2011, la confirmation

Initiées en 2009, les Rencontres Animation Formation (RAF) 2011 du pôle image Magelis, qui se sont tenues à Angoulême les 17 et 18 novembre dernier, confirment leur statut de rendez-vous marquant du monde de l'animation. Avec de beaux échanges et une seule préoccupation : la préservation du secteur.



© Magelis

Chiffres-clés du secteur, cas d'études et débats engagés sont au menu des Rencontres Animation Formation qui ont su prendre leurs marques.

Plus de 150 participants, nombre en hausse plus que sensible par rapport à l'an dernier, se sont rendus aux Rencontres Animation Formation organisées par Magelis mi-novembre à Angoulême. Si le sujet demeure identique – comment mieux former pour pérenniser l'emploi d'un secteur fragile – les approches se sont diversifiées, en phase avec les évolutions métier. On a également pu découvrir les premières bases d'une nouvelle association, regroupant quinze des plus grandes écoles du secteur, sous la houlette d'un nouveau (et toujours fringant) délégué général : René Broca.

Démographie de l'emploi : masculin et jeune

Passage obligé, la présentation des chiffres-clés français reste cruciale pour mieux appréhender un secteur à la pérennité fragile, en dépit de grands indicateurs qui semblent tous au vert : 3^e producteur dans le monde, 1^{er} en Europe et une centaine de sociétés répertoriées. Si l'on y regarde d'un peu plus près, ce qui marque est le fort taux d'intermittence (80 %) et la « jeunesse du secteur » : 75 % des salariés ont moins de 40 ans !

Les chiffres d'Audiens sont, de ce

point de vue, exemplaires : après une croissance forte de la masse salariale depuis 2005, l'année 2010 accuse un recul de 6 %, conséquemment à la fermeture d'Attitude Studio, en grande partie. On dénombre ainsi environ 5000 salariés dans le secteur. Du point de vue démographique, on observe une très forte prégnance des hommes, qu'il s'agisse des personnels intermittents – plus de 70 % – ou permanents – 55 %. « Au niveau des postes non cadres, souligne le rapport Audiens, la féminisation a été telle que la tendance s'est progressivement in-

versée (46 % de femmes en 2004 et 56 % en 2010). Sur les postes de cadres, beaucoup plus occupés à la base par des hommes, la part des femmes a augmenté de 8 points. Les femmes sont néanmoins encore très minoritaires en 2010, avec 39 % des effectifs ».

L'étude d'Audiens pointe également le fait que les salariés sont très jeunes : plus de trois techniciens intermittents sur quatre a moins de 40 ans. De même, du côté des permanents mais de façon moins marquée : 67 % ont moins de 40 ans en 2010 avec un âge moyen en légère hausse (35,7 ans en 2010, contre 33,2 ans en 2004).

Formation : accès garanti mais... sans garantie

On le sait mais il n'est jamais mauvais de le répéter : sur la centaine de sociétés répertoriées dans le secteur de l'animation, la taille de la plupart est comprise entre 0 et 4 salariés. « Sur ce créneau, 48 % d'entre elles cotisent à la formation professionnelle », précise Kris Ludhor de l'Afdas, pour une enveloppe générale des contributions à hauteur de 2,15 M€, en léger recul par rapport à 2009. Entre 2005 et 2010, 11 327 personnes ont bénéficié d'actions de formation ce qui représente un



La troisième édition des Rencontres Animation Formation organisées par le pôle image Magelis affichaient une belle audience.

© Magelis

taux d'accès de l'ordre de 37% - « un chiffre excellent » selon le représentant de l'Afdas.

Si l'on s'approche un peu plus près de ces statistiques, plusieurs faits sautent aux yeux. D'abord, selon l'âge, les bénéficiaires sont plus ou moins importants. Ainsi, les 30-39 ans représentent-ils 42 % du total, et ce qu'ils soient permanents ou intermittents !

Sur le plan de la formation, la répartition par domaines de spécialité est, elle aussi, exemplaire : peu demandent des formations directement liées à leur cœur de métier. Ainsi, ils sont 3,3 % à suivre une formation en jeu vidéo, 5,5 % en cinéma d'animation... Par contre, on note que 64,5 % des formations sont tout ce qu'il y a de transversale pour les permanents : langues, comptabilité, ressources humaines, etc. Ce chiffre n'est « que » de 33 % pour les intermittents, mais s'arroge également la part du lion. Si on veut bien admettre que l'anglais est devenu crucial dans le bagage de tout salarié du secteur, on l'imagine moins pour ce qui est de la comptabilité, le permis, voire les bilans de compétence lorsqu'il s'agit des CIF et autre DIF.

Et de se dire que les 30-39 ans sonnent rapidement à se former à « autre chose » que ce à quoi leur formation initiale les avait préparés. La pyramide des âges en est un autre exemple : on constate à 39 ans, un recul significatif du nombre de personnels recensés. Comment mieux pérenniser ces métiers, c'est tout l'enjeu.

Storyboard un jour, storyboard...

La question du storyboard avait été lancée, au hasard des échanges lors de la première édition des RAF. En 2010, elle avait fait l'objet d'une session qui, visiblement, n'avait pas étanché la soif d'informations de l'assistance. L'édition 2011 a donc de nouveau mis sur la table cet épineux problème ; son manque de réelle appréhension a pour conséquence, ainsi que le précisait René Broca dans son introduction, « des divergences quant à la définition même des compétences recherchées, aux conditions d'exercice de ce métier, voire aux contenus souhaités des formations ».

Pour Stéphane Barry, réalisateur et DA chez Marathon Média, c'est la notion même qui a changé : « dans les années 1990, un épisode de 22 min, c'était 380 plans et 400 vignettes maximum. Aujourd'hui, avec des outils comme Toon Boom Storyboard, ce même épisode va comporter 450 plans et pas moins de 1200 vignettes ! »

« On en demande toujours plus au storyboarder, complète Rémi Chayé, alors que les formations ne sont pas conçues comme telles ».

Sur ce point, Annick Tenninge de la Poudrière et le scénariste et réalisateur Serge Elissalde ont mis sur pied, depuis deux ans, un stage court de formation professionnelle alternant apprentissage d'un outil logiciel, exercices pratiques avec Serge Elissalde, travail avec un scénographe sur un plateau et, enfin, dialogues pratiques avec un scénariste. L'idée : appréhender l'amont et l'aval de leur travail. L'intervention de Jacques Bled de Illumination Mac Guff laisse entrevoir également un problème culturel : « Sur Moi, moche et méchant, nous comptons une équipe de quinze storyboarders à temps complet et durant toute la production. Dans le modèle américain, il faut être prêt pour une réécriture permanente du script afin



La série 52 x 13 min ART Investigation produite par Normaal Animation et France Télévisions s'appuie sur trois écoles pour réaliser des modules de 1 min en fin d'épisode.

de coller au mieux à la vision du réalisateur et du studio ». Selon lui, « le talon d'Achille de l'animation française est le manque de pertinence des formations sur la partie amont du pipeline de production : écriture, board et layout ». Des formations moins cloisonnées seraient peut-être à envisager.

ART Investigation, une démarche singulière

Les initiatives des studios pour intégrer les étudiants au monde du travail sont nombreuses, mais celle engagée par Normaal Animation pour la série ART Investigation méritait bien une session à part. Chaque épisode de la série, produite par France Télévisions, évoque un pan

de l'histoire de l'art au travers d'enquêtes spectaculaires : « une découverte de la richesse des différentes civilisations, des diverses cultures et époques, au travers de l'art et de ses histoires », selon Alexis Lavillat.

À la fin de ces 52x13 min, un module d'une minute, sous forme de court métrage plus éducatif, se penche sur une technique (land art, gravure...) ou un personnage. Ces 52 modules ont été confiés à trois écoles - La Poudrière, EMCA, L'Atelier - et les étudiants volontaires ont pour mission de réaliser ces courts.

Le processus est le suivant : Normaal écrit et enregistre un module. L'étudiant propose alors des recherches graphiques et le « pitche » à la fois au producteur et au diffuseur. Tout au long de la fabrication, le cadre enseignant et le producteur suivent le travail pour validation. « Les étudiants sont de vrais auteurs, avec un contrat de travail et rémunérés comme tels », précise Alexis Lavillat, qui complète : « Cela aurait coûté moins cher de le produire en interne mais nous avons pensé que ce serait un bon moyen de mettre le pied à l'étrier de celles et ceux qui souhaitaient se lancer dans l'aventure ».

Cette démarche n'a pas rencontré qu'un écho favorable dans la salle. Pour Gobelins, « il s'agit de prendre du travail sur les intermittents déjà en grande difficulté ». Pour Lionel Fages, de Cube, « tout studio voudrait faire cela, mais lorsque j'ai envisagé une telle initiative, j'ai obtenu un tollé de la part de mes salariés », raconte-t-il.

En deux jours, difficile de couvrir l'intégralité des préoccupations du secteur. Aussi, Magelis songe à augmenter la durée de l'édition 2012. Qui irait s'en plaindre ?

François Chevallier

Le Reca, un nouvel interlocuteur en matière d'animation

Les 3^e Rencontres d'Angoulême ont permis de lancer officiellement le Réseau des écoles françaises de cinéma d'animation (Reca). Ainsi que le précise Dimitri Granovsky, directeur adjoint de l'école Méliès et membre du bureau du Reca, « cette création est née des réflexions entamées ici à Angoulême en 2009 avec trois objectifs majeurs : clarifier les offres de formation, créer un dialogue avec les entreprises du secteur et se regrouper pour plus de visibilité ». Soutenu financièrement par le CNC, le Reca se compose de quinze écoles, membres fondateurs, avec un bureau représentant les écoles consulaires, publiques et privées. Ce dernier, élu pour un an, est hébergé par l'AFCA et René Broca en est le délégué général. Le démarrage officiel est prévu en janvier 2012 avec, pour premières missions, la mise en place d'un portail web du réseau et de ses formations, l'établissement de relations de travail avec la commission emploi du SPFA et, rapidement, la réalisation d'une première étude dont le sujet reste à déterminer (mais les RAF sont déjà une mine d'or pour faire son marché). Pour les écoles non encore membres, l'ouverture se fera dans un an, en janvier 2013. Pour y adhérer, il faut souscrire « aux valeurs exprimées dans la charte du réseau et l'école doit proposer une ou des formations ayant au moins trois promotions sorties ».

Les quinze écoles membres sont : ENSAD, Institut Sainte Geneviève, EMCA, ATI-Université Paris 8, ARTFX, Georges Méliès, Gobelins - l'école de l'image, Supinfocom Arles, LISAA, La Poudrière, ESAAT, ILOI, Isart Digital, Emile Cohl et Supinfocom Valenciennes.